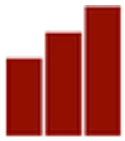


PARTENAIRES FINANCES LOCALES

Prospective financière pluriannuelle





Scénario de prospective financière
-
Eléments de contexte



Les enjeux de l'actualisation de la prospective

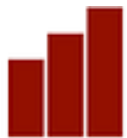
Des investissements importants en même temps que le projet pilote de la Bassée

Calibrer la planification des investissements sur les prochains exercices

Maitriser le niveau d'endettement et le recours à l'emprunt

L'étude du niveau des contributions des membres afin de soutenir la capacité d'autofinancement

Tenir compte des décalages entre décaissements et encaissements et du BFR

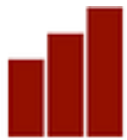


• Au niveau national...

- **Une situation économique difficile pour les collectivités locales** : Inflation forte, hausse des prix de l'énergie
- **L'impact des mesures au niveau national** : Dégel du point d'indice, revalorisation de +3,5%, un impact budgétaire important sur 2022 et 2023
- **Des conditions d'emprunt qui évoluent** : Des taux historiquement très bas désormais en forte hausse, le retour d'emprunts à taux variables. Une offre bancaire qui évolue pour s'adapter aux nouvelles préoccupations environnementales (prêts verts).
- **Loi de Finances 2023** : Un fonds d'accélération écologique dans les territoires, doté de 2 milliards d'euros en 2023, « fonds vert », visant à soutenir les projets de transition écologique, dont l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation).

• Au niveau de l'EPTB Seine Grands Lacs...

- **Le projet Bassée** : chantier de la Bassée en cours ; un projet structurant qui impacte la lisibilité du budget de l'établissement ; des dépenses et des travaux qui s'étalent sur plusieurs exercices
- **Les autres projets** : des travaux d'ampleur sur les ouvrages existants (tels que les travaux de la Digue de la Morge) moins bien financés que ceux de la Bassée ce qui affecte fortement le budget



Le contexte de la prospective financière

PPI : voté

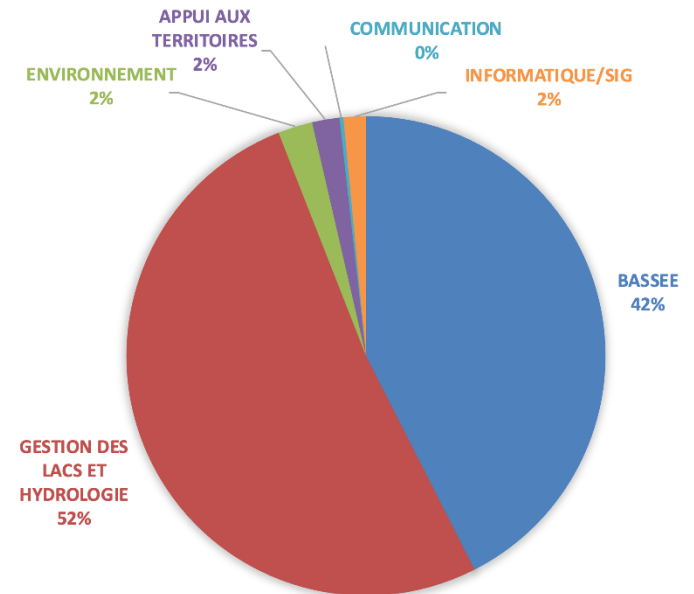
➤ 146,5 M€ d'investissements à venir (277,9 M€ sur toute la période)

PROGRAMME	AP actualisé à date	2024	2025	2026	2027	Total dépenses à venir	TOTAL PPI
BASSEE	83 793 143	57 950 400	4 345 400	-	-	62 295 800	146 088 943
GESTION DES LACS ET HYDROLOGIE	39 836 876	14 685 000	22 603 000	20 920 000	17 315 000	75 523 000	115 359 876
ENVIRONNEMENT	4 784 712	1 450 400	1 555 000	205 000	215 000	3 425 400	8 210 112
APPUI AUX TERRITOIRES	7 63 936	5 63 000	6 70 000	6 35 000	8 35 000	2 703 000	3 466 936
COMMUNICATION	280 029	95 000	135 000	75 000	75 000	380 000	660 029
INFORMATIQUE/ SIG	1 898 061	732 500	555 000	465 000	465 000	2 217 500	4 115 561
Total	131 356 756	75 476 300	29 863 400	22 300 000	18 905 000	146 544 700	277 901 456

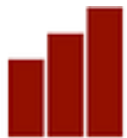
Pour la présente prospective, les prévisions ont été actualisées sur la base du PPI voté le 11 décembre 2023.

➤ *Le PPI et la gestion en AP/CP constituent un outil de pilotage dynamique et une démarche de prévision de l'investissement. Ils améliorent la gestion pluriannuelle de la dépense publique et la **vision de long terme des projets d'investissements.***

- ✓ Améliore le taux de réalisation des investissements
- ✓ Rend le budget primitif plus clair et le niveau des crédits davantage « réaliste »
- ✓ Améliore la planification des travaux pour les services techniques



RÉPARTITION DES DÉPENSES À VENIR



Le contexte de la prospective financière

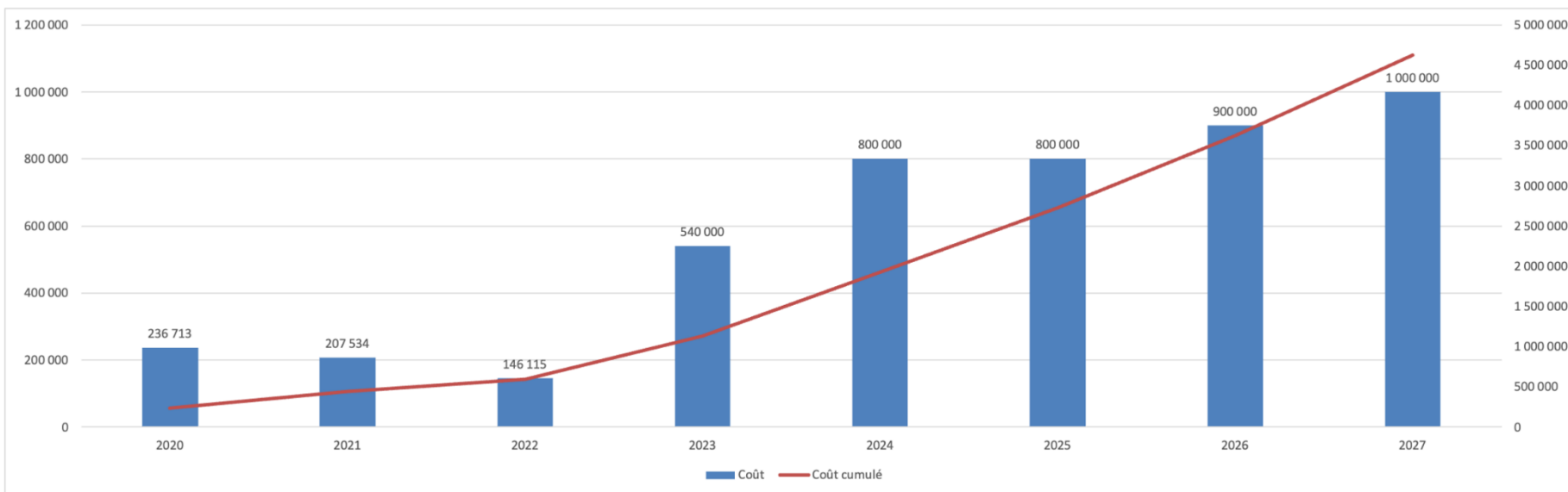
PPI : plan pluriannuel ZEC

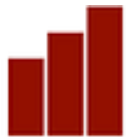
La prospective financière a été mise à jour sur la base de l'actualisation du plan pluriannuel des dépenses relatif aux partenariats ZEC.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Fonctionnement - Travaux réalisés sur espaces privés	236 713 €	150 534 €	146 115 €	400 000 €	400 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	2 233 362 €
Investissement - Travaux réalisés sur espaces publics	- €	57 000 €	- €	140 000 €	400 000 €	500 000 €	600 000 €	700 000 €	2 397 000 €
TOTAL ZEC 2020-2027	236 713 €	207 534 €	146 115 €	540 000 €	800 000 €	800 000 €	900 000 €	1 000 000 €	4 630 362 €

Dépenses ZEC :

- Sur la période 2020-2027 : **4,6 M€**
- Dépenses à venir sur la période 2024-2027 : **3,5 M€** dont **2,2 M€** en investissement



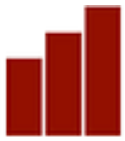


Le contexte de la prospective financière

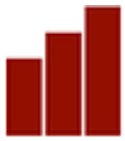
PPI : évolution des dépenses

Analyse des dépenses d'investissement :

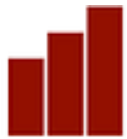
- **Dépenses d'investissement : hausse conséquente des dépenses d'équipement**
 - Période 2014-2019 : **73 M€** d'investissement (moyenne : **12,1 M€ /an**)
 - PPI 2020-2027 : **277,9 M€** d'investissement (moyenne : 34,7 M€ /an, soit **multiplié par 2,9**)
 - Cette hausse est exceptionnelle et essentiellement liée au projet Bassée
 - Toutefois, même après les travaux de Bassée, le niveau d'investissement restera plus élevé que sur la période précédente.
- Cette hausse est **exceptionnelle et essentiellement liée au projet Bassée**
- Toutefois, **même après les travaux de Bassée**, le niveau d'investissement restera plus élevé que sur la période précédente
 - PPI 2020-2027 hors Bassée : **131,8 M€** d'investissement (moyenne : **16,5 M€ /an**, soit **multiplié par 1,3**)



Prospective financière
-
Scénario de base



I. Hypothèses du scénario de base



Les hypothèses de la prospective financière

En section de fonctionnement

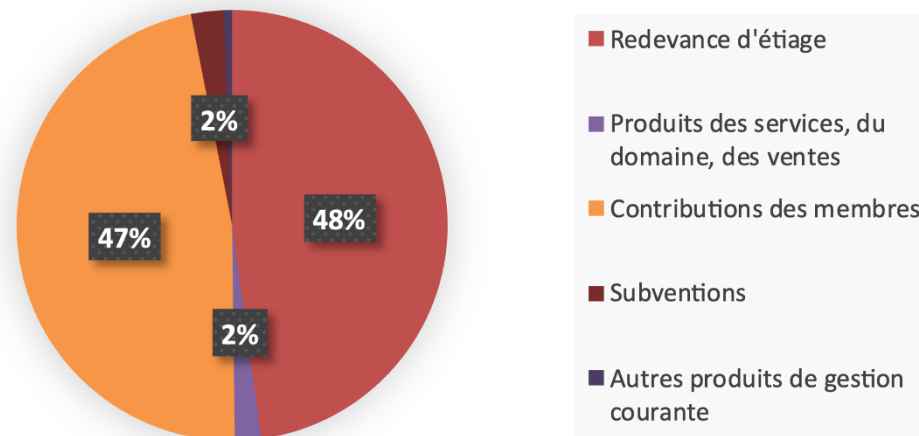
Recettes de fonctionnement :

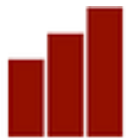
- **Contributions des membres** : 12 M€ / an
- **Redevances d'étiage** : 10 M€ / an
- Produits de gestion courante : 170K€/an
- Recettes du patrimoine : 500K€/an
- Subventions :

	2024	2024	2025	2026	2027	2028
	325 767	1 050 000	659 200	330 740	474 640	733 080

Une forte dépendance aux deux principales recettes :

Répartition des recettes de l'EPTB en 2022





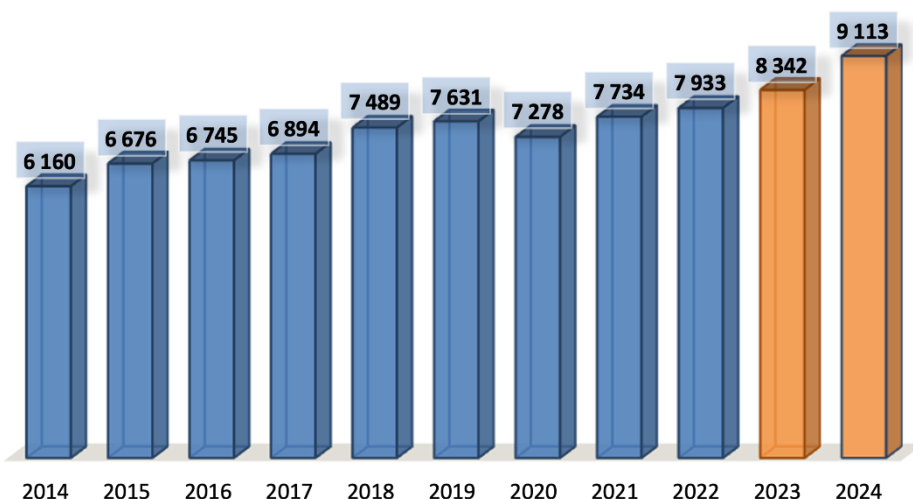
Les hypothèses de la prospective financière

En section de fonctionnement

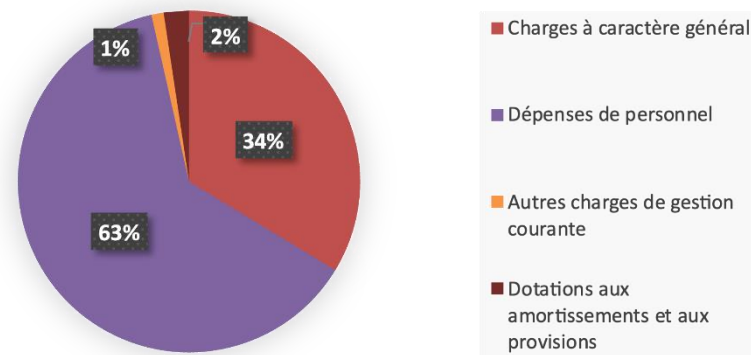
Dépenses de fonctionnement :

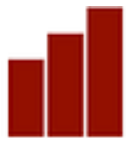
- Evolution de la masse salariale : 8 M€ en 2022. Hypothèse Réalisé 2023 : 8,3 M€
- Evolution contenue de la masse salariale hors créations : 1,5% sur la période (GVT, revalorisations de point d'indice ou de grilles indiciaires).
- Création de 5 postes sur 2024-2026 (4 en 2024, 1 en 2025)
- Evolution des charges à caractère général : Inflation prise en compte (Banque de France). Intégration de coûts d'exploitation du casier pilote de la Bassée. Hypothèse d'optimisation des charges.

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE (EN K€)



Structure des dépenses de fonctionnement en 2022





Les hypothèses de la prospective financière

En section d'investissement

Dépenses d'investissement :

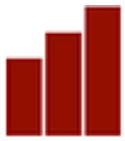
- Prise en compte des actualisations les plus récentes du PPI
- Prise en compte du montant des dépenses liées aux projets ZEC

Recettes d'investissement :

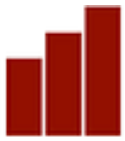
- **Recettes d'investissement** : Plan de financement du **Projet de la Bassée 2020-2027** (prêts, subventions, convention MGP, FCTVA). Le recours à l'emprunt annuel est calibré pour équilibrer la section d'investissement après prise en compte des autres ressources (épargne brute, subventions, FCTVA, cessions d'immobilisations).

A noter que parmi les hypothèses de subventions présentées les recettes de financements des surcoûts ne sont pas acquises. Voici les hypothèses de base, conformes pour 2024 au BP voté :

Recettes de subventions	2024	2025	2026	2027	2028	Total RECETTES
Subventions Bassées Etat	16 300 000					16 300 000
Subventions Bassées Etat (surcoûts)	9 000 000	1 000 000				10 000 000
Subventions Bassées MGP	10 700 000					10 700 000
Subventions Bassées MGP (surcoûts)	6 000 000					6 000 000
Subventions classiques	1 558 826	100 392	687 500	324 500	662 500	3 333 718
Aide travaux d'ampleur (dont digue de la Morge)	2 425 000	2 943 750	2 718 750	2 718 750	2 718 750	13 525 000
	45 983 826,00 €	4 044 142,00 €	3 406 250,00 €	3 043 250,00 €	3 381 250,00 €	59 858 718



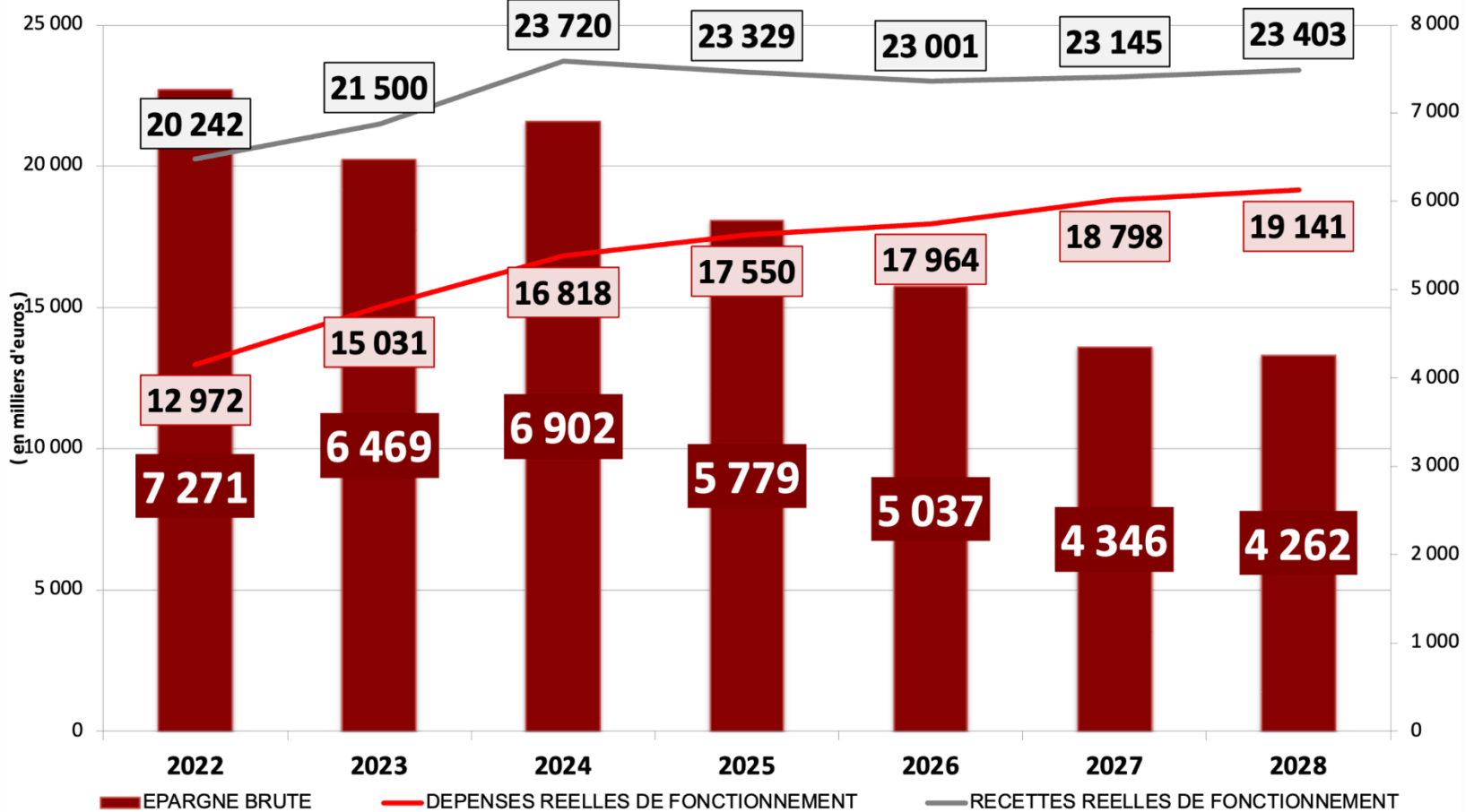
II. Résultats du scénario de base

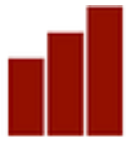


Scénario de base

Résultat en section de fonctionnement

EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2022 - 2026





Scénario de base

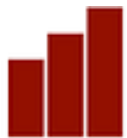
Résultat en section de fonctionnement

Un niveau d'épargne brute qui se dégrade compte tenu de la dynamique des dépenses réelles de fonctionnement :

- Une **progression des dépenses de personnel** (impacts des mesures et recrutements) : +23% sur la période 2022-2028
- Des **charges à caractère général en progression** malgré les objectifs de réduction de charges (charges de fonctionnement associées à la Bassée, hausse de l'inflation, poids de la dette) : +41% sur la période 2022-2028
- Une **augmentation massive des frais financiers : multipliés par 10,1 sur la période 2022-2028**

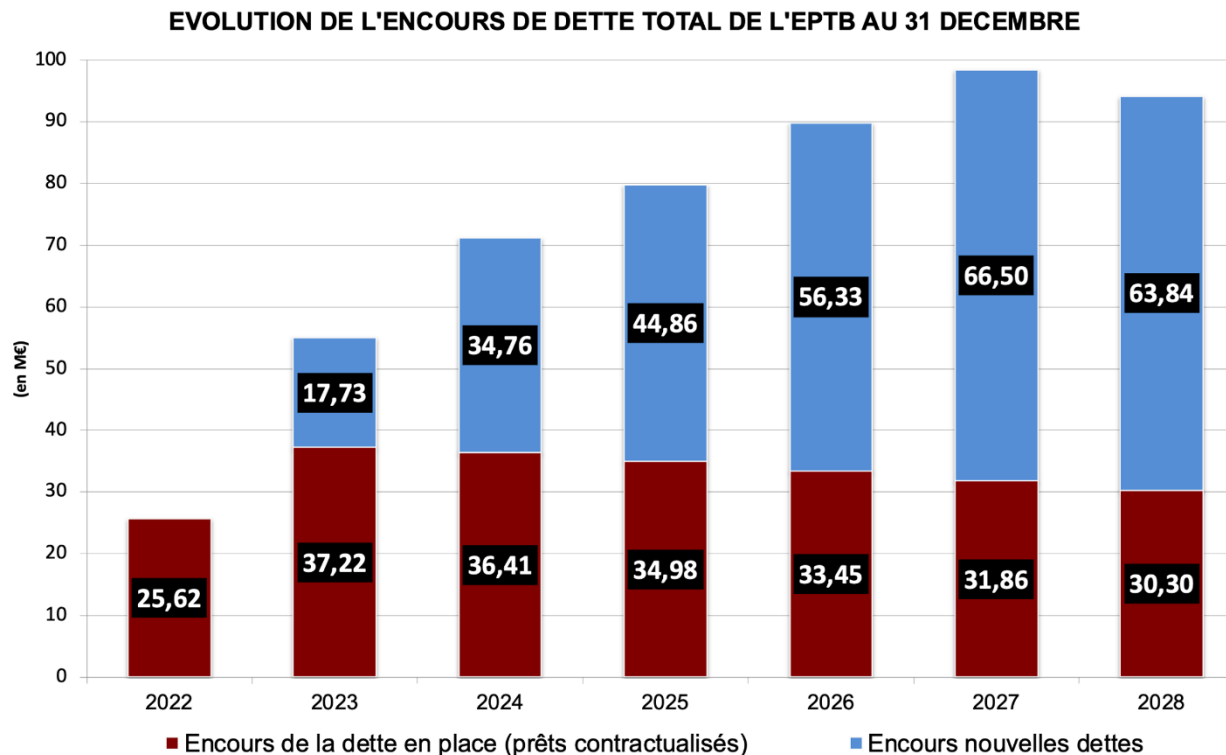


Dépenses **non compensées par des recettes** qui sont relativement **rigides**



Scénario de base

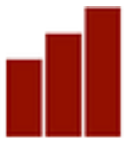
Résultat en section d'investissement



Compte tenu du Plan d'Investissements, l'EPTB aurait besoin de recourir à l'emprunt de manière importante sur les prochains exercices, et connaîtrait une forte progression de son encours de dette qui s'élèverait à **94,1 M€** en 2028 contre **25,6 M€** en 2022 (10,7 M€ en 2020).

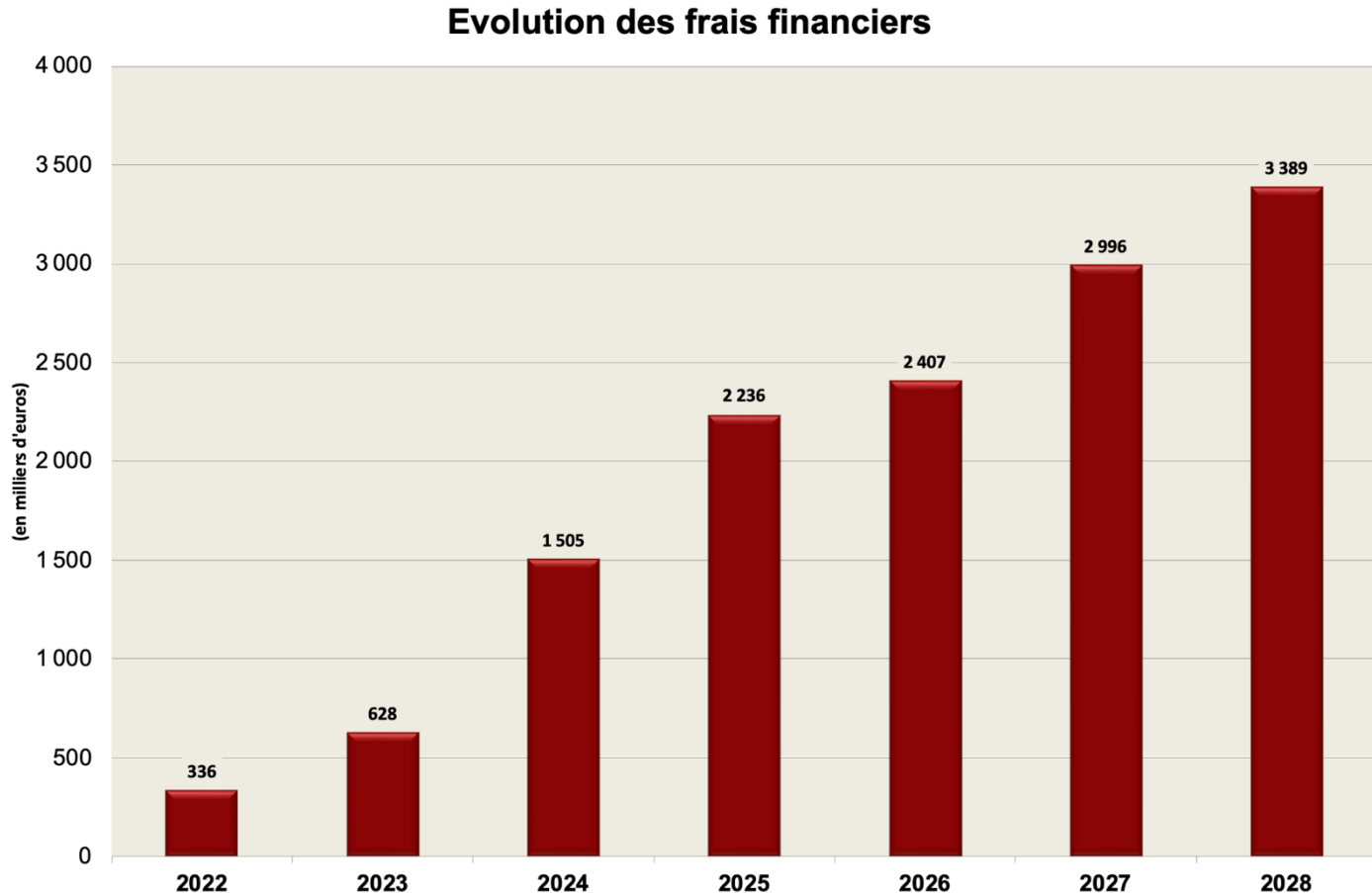
Pour le seul projet Bassée, **22,1 M€ d'emprunts ont déjà été souscrits en 2022-2023.**

- Un prêt de 11,4M€ (60 ans)
- Deux prêts de 5M€ et 5,7M€ (30 ans)

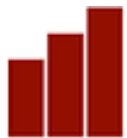


Scénario de base

Résultat en section d'investissement

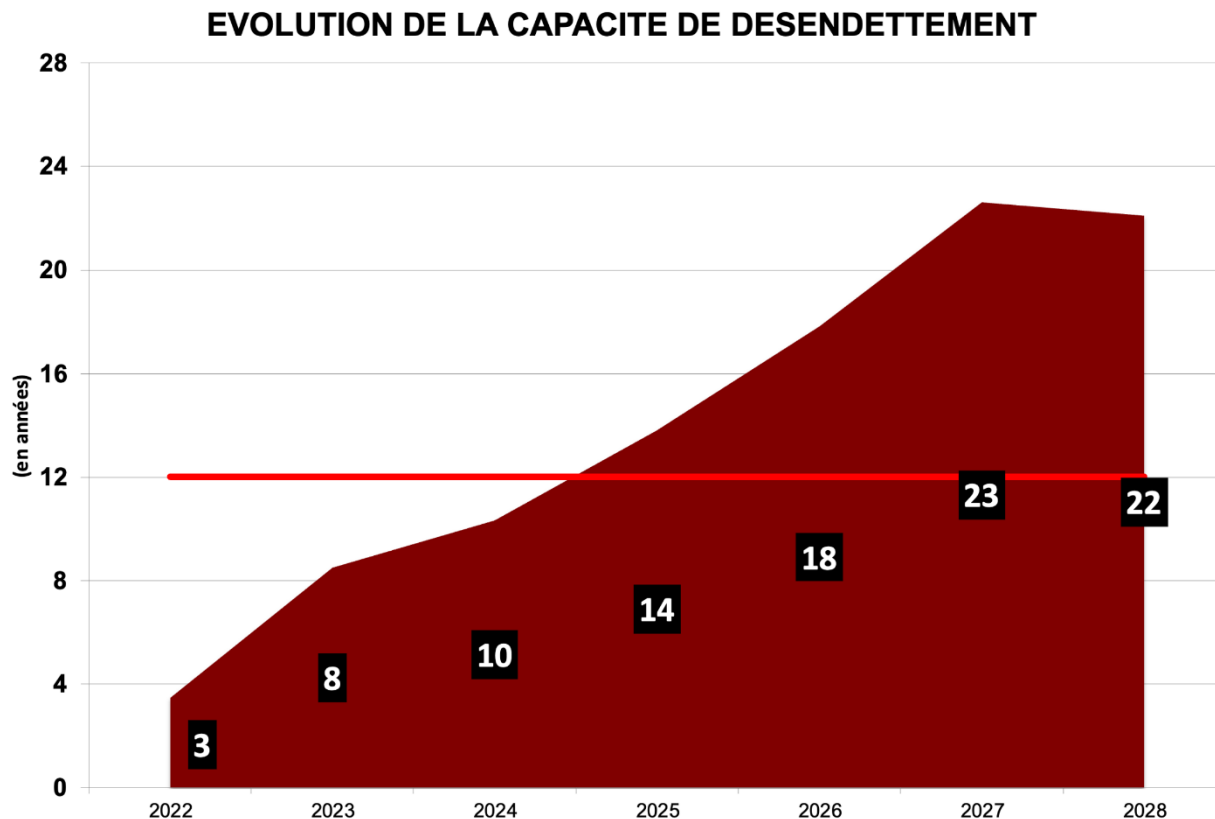


Les frais financiers augmenteraient de façon marquée chaque année, passant de **336 K€** en 2022 à **3,4 M€** en 2028 soit **multipliés par 10,1** sur la période 2022 - 2028.

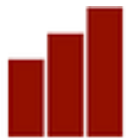


Scénario de base

Résultat en section d'investissement



- Un encours de dette projeté à **94,1 M€** en fin de période et une **capacité de désendettement** qui dépasserait **12 ans** dès 2025 et **15 ans** en 2026 pour atteindre **22 ans** en fin de période.
- Au regard du volume d'investissements projetés par l'EPTB, et de l'évolution des dépenses de fonctionnement, **le niveau de capacité d'autofinancement brute apparaît trop faible.**

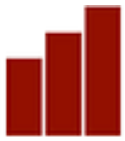


Scénario de base

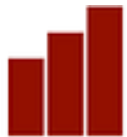
Résultat en section d'investissement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
DEPENSES D'EQUIPEMENT	34 371 948	58 948 100	86 686 700	29 863 400	22 300 000	18 905 000	0
<i>évol n-1 en %</i>		71,5%	47,1%	-65,6%	-25,3%	-15,2%	-100,0%
<i>dont DAMH</i>	9 724 619	12 489 000	15 250 000	23 223 000	20 295 000	16 725 000	0
<i>dont Projet Bassée</i>	22 021 756	46 307 100	57 950 400	4 345 400	0	0	0
<i>dont autres dépenses d'équipement</i>	2 624 850	0	1 875 900	1 795 000	1 405 000	1 480 000	0
<i>dont 204 subvention d'équipement versée (ZEC)</i>	0	140 000	400 000	500 000	600 000	700 000	0
RECETTES D'INVESTISSEMENT	13 080 649	19 590 000	63 819 703	15 420 211	7 325 284	5 969 724	5 862 191
<i>évol n-1 en %</i>		49,8%	225,8%	-75,8%	-52,5%	-18,5%	-1,8%
<i>dont FCTVA</i>	1 868 356	4 500 000	7 735 877	11 376 069	3 919 034	2 926 474	2 480 941
<i>dont subventions</i>	11 212 293	15 090 000	56 083 826	4 044 142	3 406 250	3 043 250	3 381 250
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	1 707 956	1 613 700	2 036 912	2 745 486	3 185 932	3 734 936	4 217 710
<i>dont remboursement capital emprunts en cours</i>	1 707 956	1 613 700	1 432 440	1 530 780	1 539 478	1 581 909	1 564 706
<i>dont remboursement capital nouveaux emprunts</i>	0	0	604 472	1 214 706	1 646 454	2 153 027	2 653 003
EMPRUNT	10 720 580	31 309 581	18 251 602	11 409 771	13 123 645	12 323 812	0
<i>dont mobilisation des prêts</i>	10 720 580	13 309 581	800 000	0	0	0	0
<i>dont nouveaux emprunts</i>	0	18 000 000	17 451 602	11 409 771	13 123 645	12 323 812	0
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-5 007 966	-3 193 538	500 000	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT	2 888 651	-304 887	195 113	195 113	195 113	195 113	6 101 321
DETTES	25 621 376	54 956 559	71 171 249	79 835 534	89 773 247	98 362 123	94 144 413
EPARGNE BRUTE (en €)	7 270 708	6 468 681	6 902 307	5 778 904	5 037 003	4 346 401	4 261 727
TAUX EPARGNE BRUTE (en%)	35,9%	30,1%	29,1%	24,8%	21,9%	18,8%	18,2%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (en années)	3,5	8,5	10,3	13,8	17,8	22,6	22,1

- Un **besoin de recours à l'emprunt trop important** pour équilibrer le budget
- Un **endettement non soutenable** financièrement pour l'EPTB
- Des contributions insuffisantes pour faire face au volume d'investissement nécessaire



Prospective financière
-
Scénario 2 : Hausse des contributions



Les hypothèses de la prospective financière

Hypothèses scénario 2 : hausse des contributions

En section de fonctionnement :

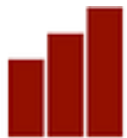
- **Recettes de fonctionnement :**
 - Evolution des contributions des membres :

	2024	2025	2026	2027	2028
Nouvelles contributions	12 000 000	13 000 000	14 000 000	14 000 000	14 000 000
Anciennes contributions	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000

- **Dépenses de fonctionnement :**
 - Maintien des hypothèses du scénario de base

En section d'investissement :

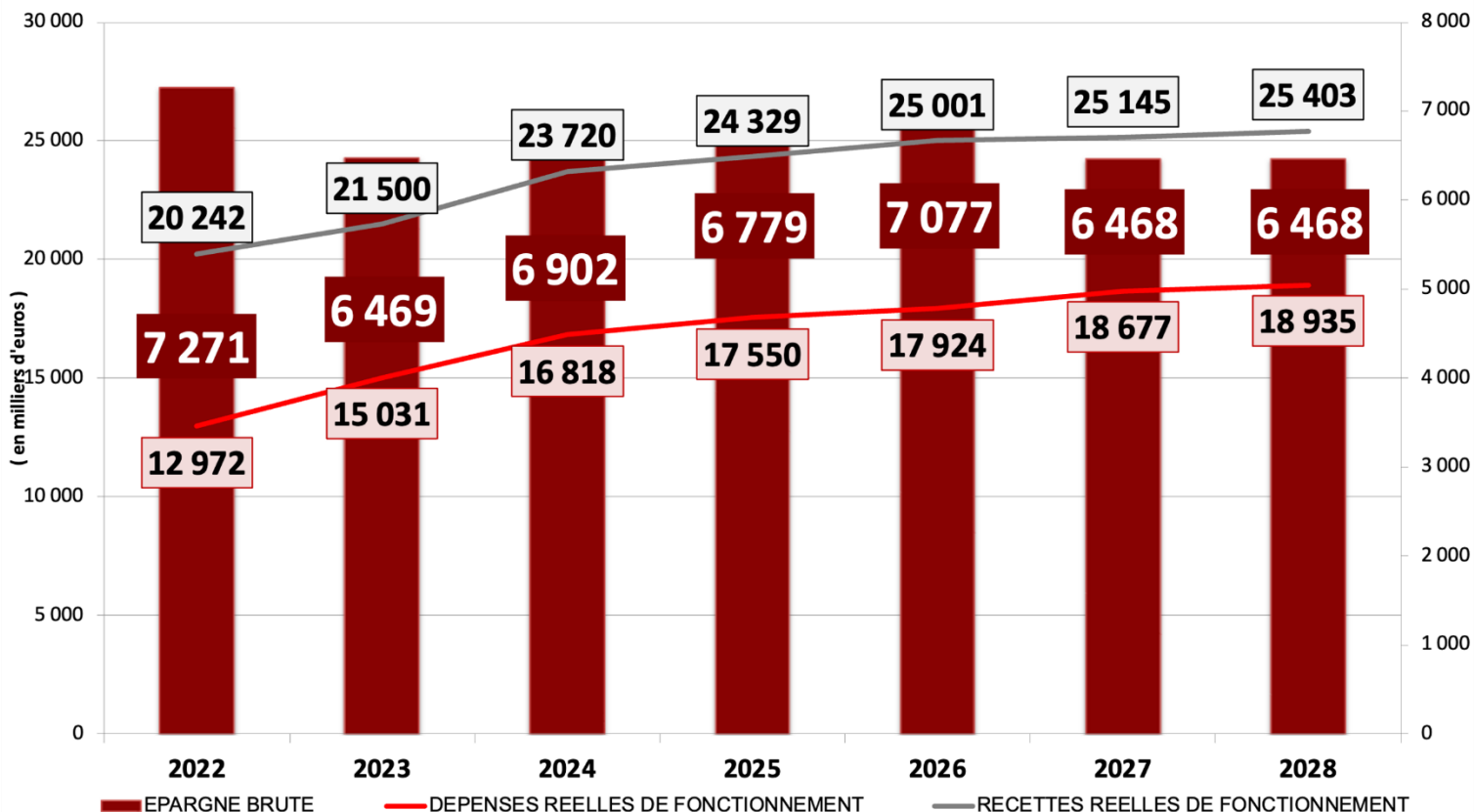
- **Recettes d'investissement :**
 - Maintien des hypothèses du scénario de base
- **Dépenses de fonctionnement :**
 - Maintien des hypothèses du scénario de base



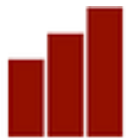
Scénario 2 : hausse des contributions

Résultat en section de fonctionnement

EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2022 - 2026

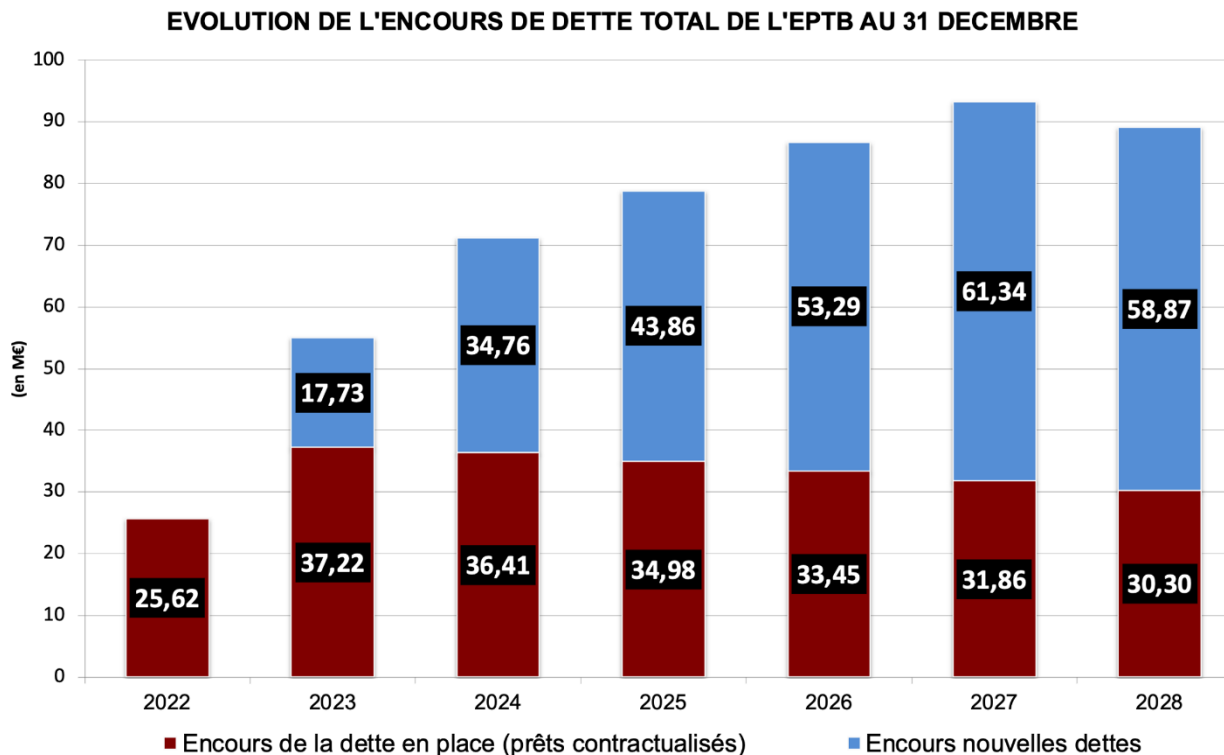


Un **niveau d'épargne brute qui se maintient** grâce à la hausse des recettes malgré la hausse des dépenses de fonctionnement.



Scénario 2 : hausse des contributions

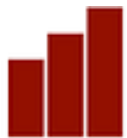
Résultat en section d'investissement



Compte tenu du Plan d'Investissements, l'EPTB aurait besoin de recourir à l'emprunt de manière importante sur les prochains exercices, et connaîtrait une progression de son encours de dette qui s'élèverait à **89,2 M€** en 2028 contre **25,6 M€** en 2022 (10,7 M€ en 2020).

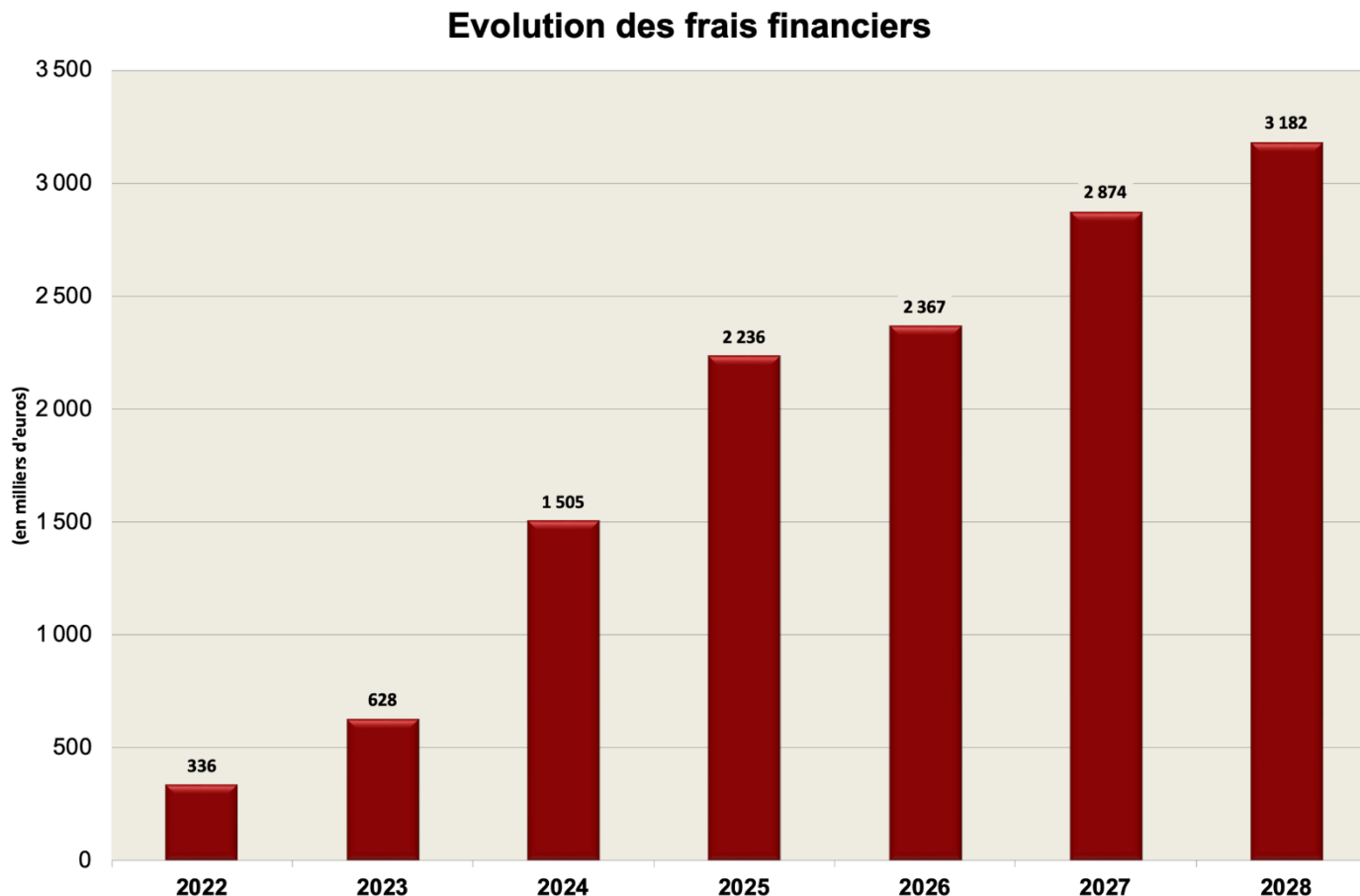
Pour le seul projet Bassée, **22,1 M€ d'emprunts ont déjà été souscrits en 2022-2023.**

- Un prêt de 11,4M€ (60 ans)
- Deux prêts de 5M€ et 5,7M€ (30 ans)

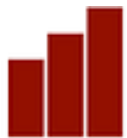


Scénario 2 : hausse des contributions

Résultat en section d'investissement

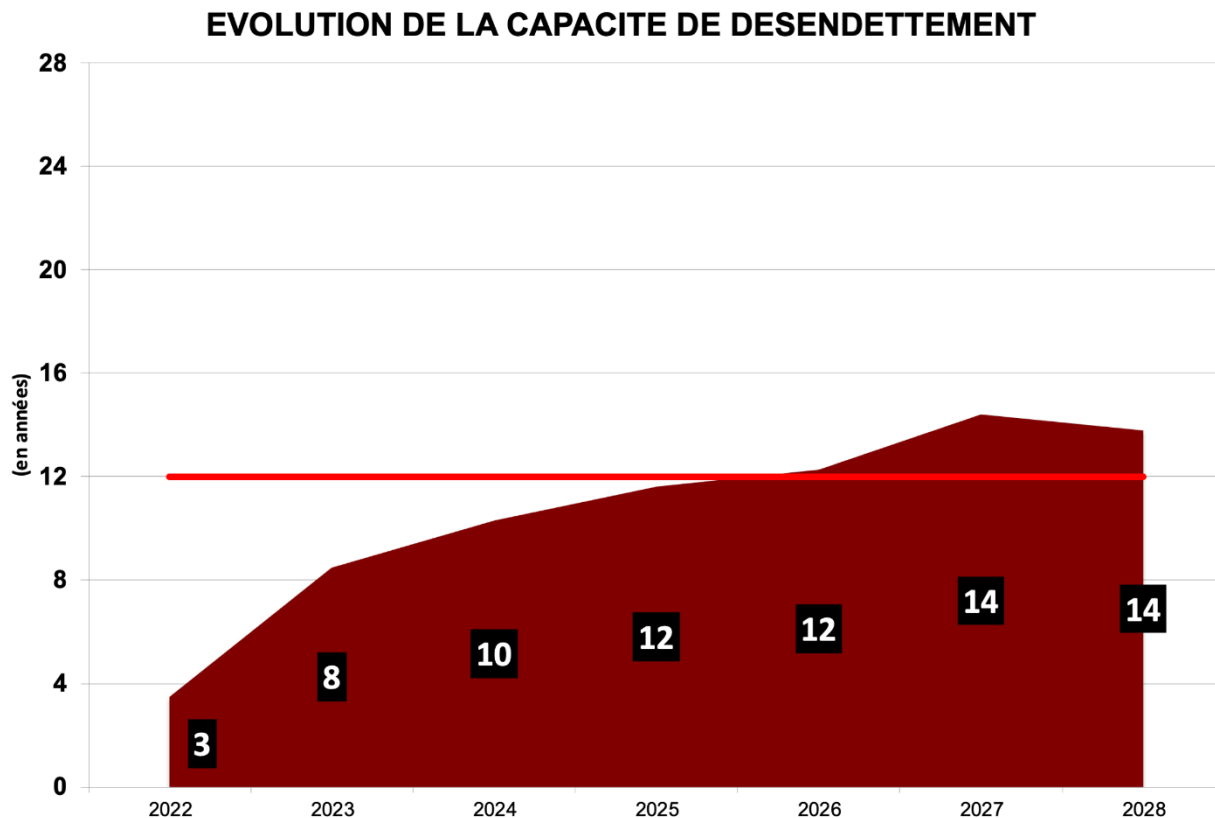


Les frais financiers augmenteraient de façon marquée chaque année, passant de **336 K€** en 2022 à **3,2 M€** en 2028 soit **multipliés par 9,5** sur la période 2022 - 2028.

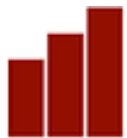


Scénario 2 : hausse des contributions

Résultat en section d'investissement



- Un encours de dette projeté à **89,2 M€** en fin de période et une **capacité de désendettement** qui dépasserait **12 ans** dès 2025 pour se stabiliser à **14 ans** en fin de période.
- Au regard du volume d'investissements projetés par l'EPTB, et de l'évolution des dépenses de fonctionnement, **le niveau de capacité d'autofinancement brute apparaît légèrement trop faible.**

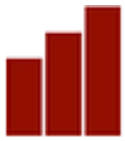


Scénario 2 : hausse des contributions

Résultat en section d'investissement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
DEPENSES D'EQUIPEMENT	34 371 948	58 948 100	86 686 700	29 863 400	22 300 000	18 905 000	0
<i>évol n-1 en %</i>		71,5%	47,1%	-65,6%	-25,3%	-15,2%	-100,0%
<i>dont DAMH</i>	9 724 619	12 489 000	15 250 000	23 223 000	20 295 000	16 725 000	0
<i>dont Projet Bassée</i>	22 021 756	46 307 100	57 950 400	4 345 400	0	0	0
<i>dont autres dépenses d'équipement</i>	2 624 850	0	1 875 900	1 795 000	1 405 000	1 480 000	0
<i>dont 204 subvention d'équipement versée (ZEC)</i>	0	140 000	400 000	500 000	600 000	700 000	0
RECETTES D'INVESTISSEMENT	13 080 649	19 590 000	63 819 703	15 420 211	7 325 284	5 969 724	5 862 191
<i>évol n-1 en %</i>		49,8%	225,8%	-75,8%	-52,5%	-18,5%	-1,8%
<i>dont FCTVA</i>	1 868 356	4 500 000	7 735 877	11 376 069	3 919 034	2 926 474	2 480 941
<i>dont subventions</i>	11 212 293	15 090 000	56 083 826	4 044 142	3 406 250	3 043 250	3 381 250
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	1 707 956	1 613 700	2 036 912	2 745 486	3 152 350	3 630 377	4 034 210
<i>dont remboursement capital emprunts en cours</i>	1 707 956	1 613 700	1 432 440	1 530 780	1 539 478	1 581 909	1 564 706
<i>dont remboursement capital nouveaux emprunts</i>	0	0	604 472	1 214 706	1 612 872	2 048 468	2 469 503
EMPRUNT	10 720 580	31 309 581	18 251 602	10 409 771	11 050 063	10 097 653	0
<i>dont mobilisation des prêts</i>	10 720 580	13 309 581	800 000	0	0	0	0
<i>dont nouveaux emprunts</i>	0	18 000 000	17 451 602	10 409 771	11 050 063	10 097 653	0
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-5 007 966	-3 193 538	500 000	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT	2 888 651	-304 887	195 113	195 113	195 113	195 113	8 491 285
DETTES	25 621 376	54 956 559	71 171 249	78 835 534	86 733 247	93 200 523	89 166 313
EPARGNE BRUTE (en €)	7 270 708	6 468 681	6 902 307	6 778 904	7 077 003	6 468 001	6 468 191
TAUX EPARGNE BRUTE (en%)	35,9%	30,1%	29,1%	27,9%	28,3%	25,7%	25,5%
CAPACITE DE DESENETTEMENT (en années)	3,5	8,5	10,3	11,6	12,3	14,4	13,8

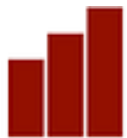
- Un **besoin de recours à l'emprunt qui reste important** mais un endettement qui serait quasi soutenable du fait d'une épargne brute plus élevée
- La hausse des recettes de fonctionnement est un **levier efficace** quoique insuffisant pour équilibrer le budget et maintenir une bonne santé financière



Prospective financière

-

Scénario 3 : Hausse des contributions et des subventions



Les hypothèses de la prospective financière

Hypothèses scénario 3 : hausse des subventions

En section de fonctionnement :

- Recettes de fonctionnement :**

- Evolution des contributions des membres :

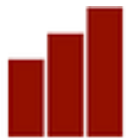
	2024	2025	2026	2027	2028
Nouvelles contributions	12 000 000	13 000 000	14 000 000	14 000 000	14 000 000
Anciennes contributions	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000

En section d'investissement :

- Recettes d'investissement :**

- Répartition des surcoûts Bassée : Etat - 50 % / MGP - 30 % / SGL - 20 %

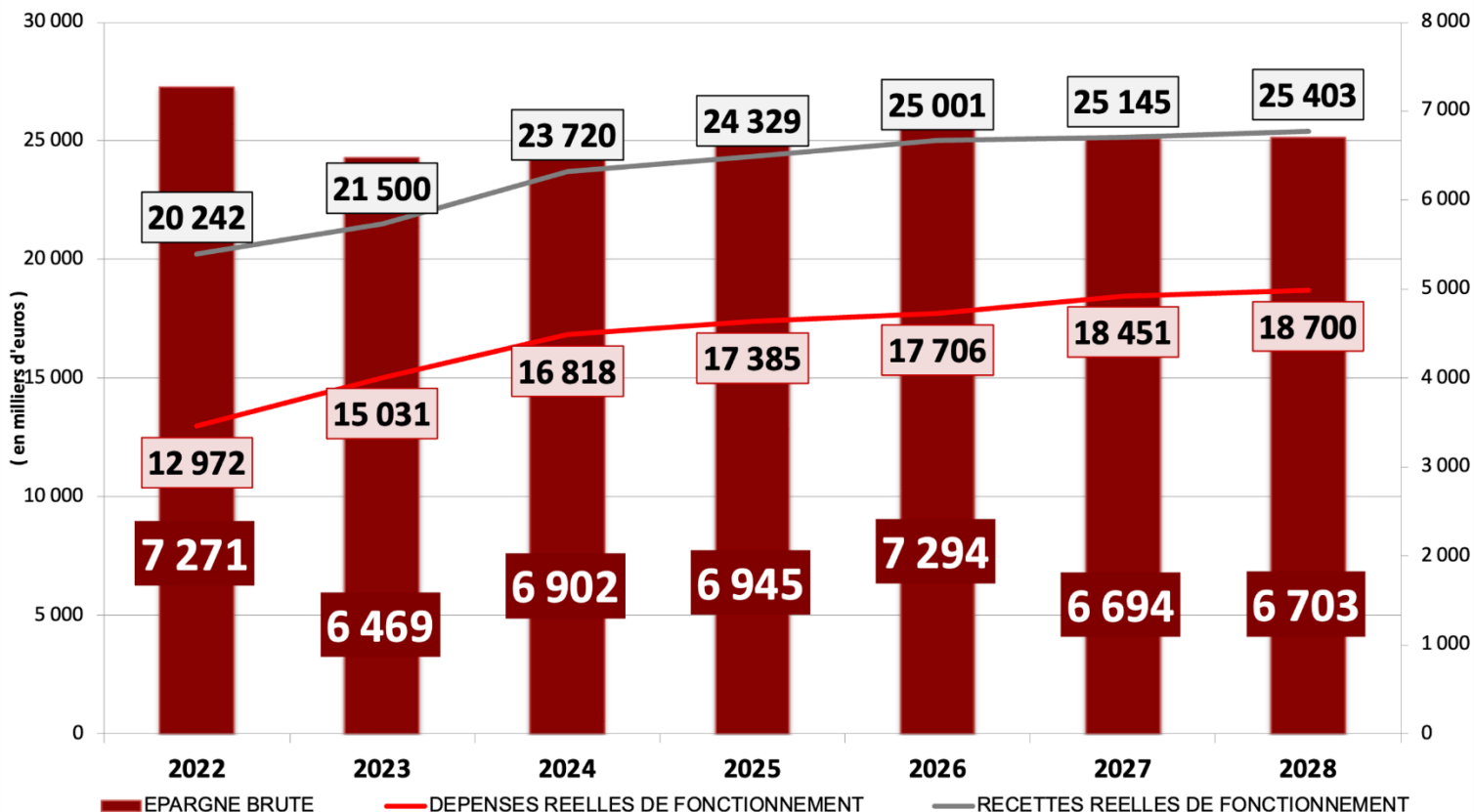
Recettes de subventions	2024	2025	2026	2027	2028	Total RECETTES	Scénario de base
Subventions Bassées Etat	16 300 000					16 300 000	16 300 000
Subventions Bassées Etat (surcoûts)	11 963 752	1 329 306				13 293 058	10 000 000
Subventions Bassées MGP	10 700 000					10 700 000	10 700 000
Subventions Bassées MGP (surcoûts)	7 178 251	797 583				7 975 835	600 000
Subventions classiques	1 558 826	100 392	687 500	324 500	662 500	3 333 718	3 333 718
Aide travaux d'ampleur (dont digue de la Morge)	2 425 000	2 943 750	2 718 750	2 718 750	2 718 750	13 525 000	13 525 000
	50 125 829,40 €	5 171 031,27 €	3 406 250,00 €	3 043 250,00 €	3 381 250,00 €	65 127 611	59 858 718



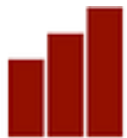
Scénario 3 : hausse des subventions

Résultat en section de fonctionnement

EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2022 - 2026



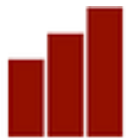
Un **niveau d'épargne brute qui se maintient** grâce à la hausse des recettes malgré la hausse des dépenses de fonctionnement.



Scénario 3 : hausse des subventions

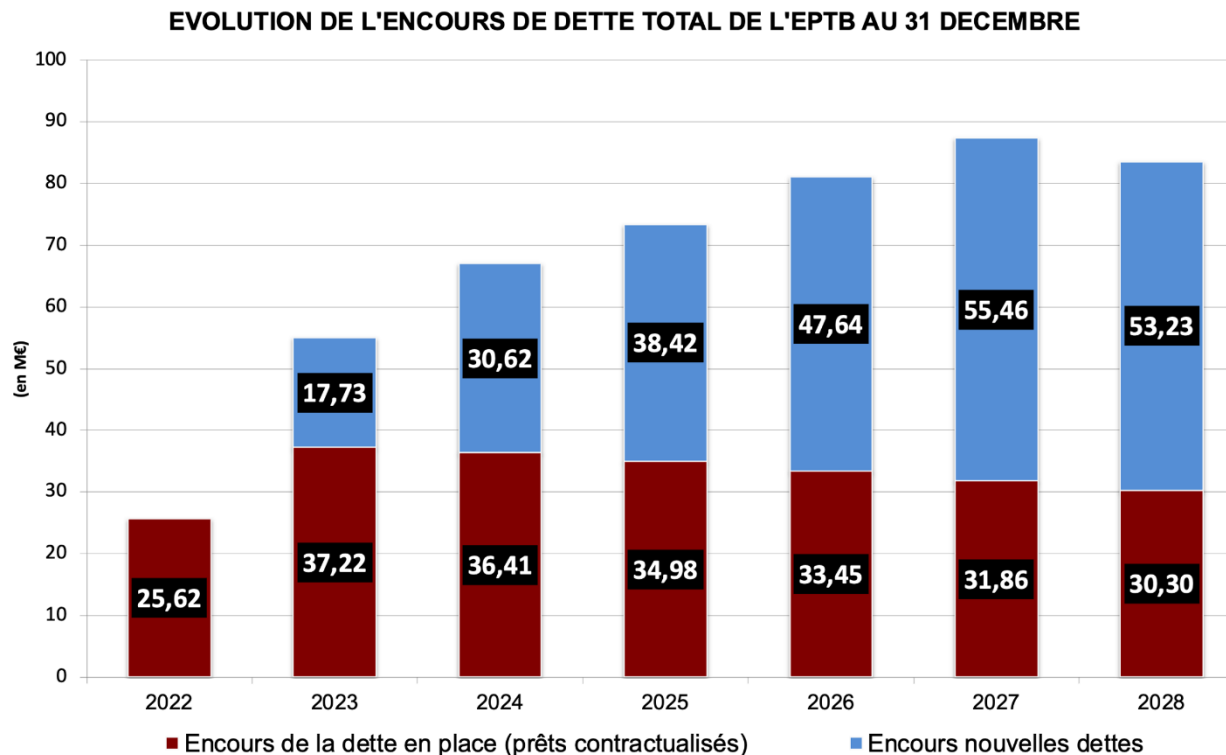
Résultat en section de fonctionnement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	20 242 309	21 500 000	23 720 000	24 329 200	25 000 740	25 144 640	25 403 080
<i>évol n-1 en %</i>	11,7%	6,2%	10,3%	2,6%	2,8%	0,6%	1,0%
<i>dont participations des membres</i>	9 489 153	10 674 233	12 000 000	13 000 000	14 000 000	14 000 000	14 000 000
<i>dont redevances d'étiage</i>	9 633 336	9 996 245	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
<i>dont autres produits des services, ventes</i>	395 838	403 755	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
<i>dont participations (Etat, Agence de l'Eau, FEDER)</i>	491 834	325 767	1 050 000	659 200	330 740	474 640	733 080
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	12 971 600	15 031 319	16 817 693	17 384 616	17 706 354	18 450 561	18 699 768
<i>évol n-1 en %</i>	1,4%	15,9%	11,9%	3,4%	1,9%	4,2%	1,4%
<i>dont charges à caractère général</i>	4 257 153	5 360 928	5 800 312	5 704 718	5 807 403	5 911 936	6 018 351
<i>dont dépenses de personnel</i>	7 932 676	8 342 000	9 112 564	9 309 253	9 448 892	9 590 625	9 734 484
<i>dont autres charges de gestion</i>	446 839	712 000	400 000	300 000	300 000	300 000	0
EPARGNE DE GESTION	7 606 364	7 097 072	8 407 124	9 015 229	9 444 446	9 342 079	9 650 245
<i>évol n-1 en %</i>	36,3%	-6,7%	18,5%	7,2%	4,8%	-1,1%	3,3%
FRAIS FINANCIERS	335 655	628 391	1 504 816	2 070 646	2 150 060	2 648 000	2 946 933
<i>évol n-1 en %</i>	33,8%	87,2%	139,5%	37,6%	3,8%	23,2%	11,3%
<i>dont frais financiers sur dette en place</i>	335 655	628 391	784 816	842 441	605 755	734 903	720 911
<i>dont frais financiers sur dette à venir</i>	0	0	720 000	1 228 205	1 544 305	1 913 097	2 226 022
EPARGNE BRUTE	7 270 708	6 468 681	6 902 307	6 944 584	7 294 386	6 694 079	6 703 312
<i>évol n-1 en %</i>	36,4%	-11,0%	6,7%	0,6%	5,0%	-8,2%	0,1%



Scénario 3 : hausse des subventions

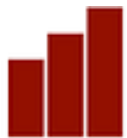
Résultat en section d'investissement



Compte tenu du Plan d'Investissements, l'EPTB aurait besoin de recourir à l'emprunt de manière importante sur les prochains exercices, et connaîtrait une progression de son encours de dette qui s'élèverait à **83,5 M€** en 2028 contre **25,6 M€** en 2022 (10,7 M€ en 2020).

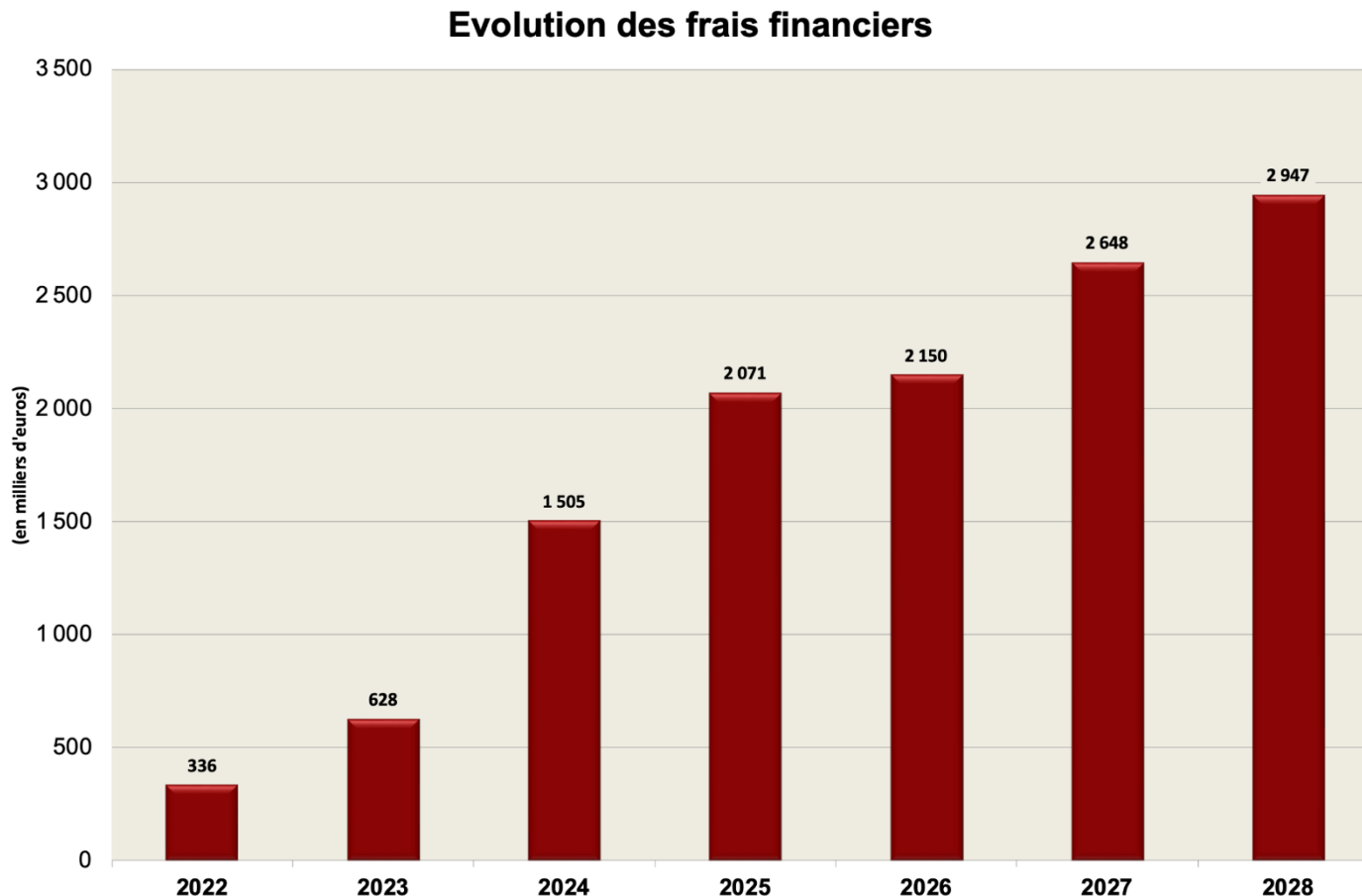
Pour le seul projet Bassée, **22,1 M€ d'emprunts ont déjà été souscrits en 2022-2023.**

- Un prêt de 11,4M€ (60 ans)
- Deux prêts de 5M€ et 5,7M€ (30 ans)

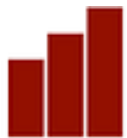


Scénario 3 : hausse des subventions

Résultat en section d'investissement

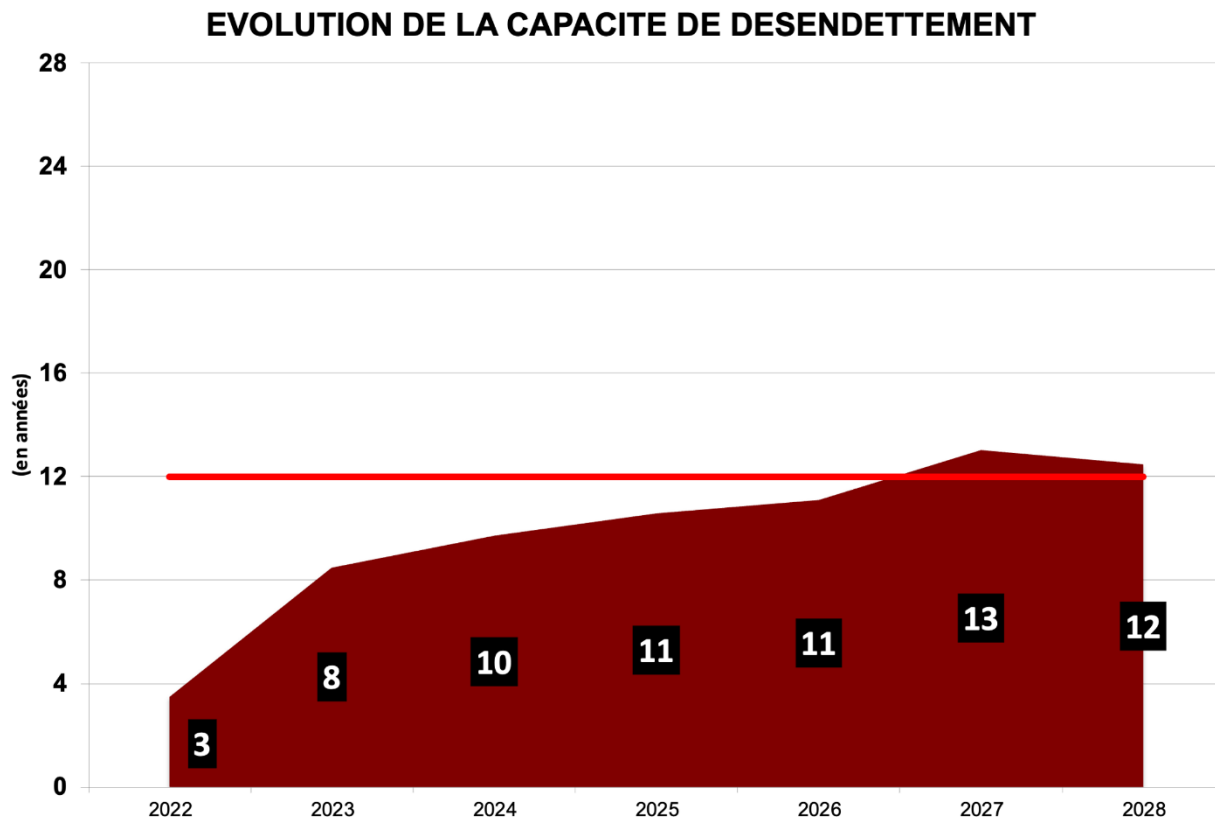


Les frais financiers augmenteraient de façon marquée chaque année, passant de **336 K€** en 2022 à **2,9 M€** en 2028 soit **multipliés par 8,8** sur la période 2022 - 2028.

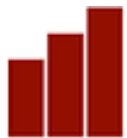


Scénario 3 : hausse des subventions

Résultat en section d'investissement



- Un encours de dette projeté à **83,5 M€** en fin de période et une **capacité de désendettement** qui ne dépasserait **12 ans** qu'à partir de 2027 pour se stabiliser juste au-dessus des **12 ans** en fin de période.
- Au regard du volume d'investissements projetés par l'EPTB, et de l'évolution des dépenses de fonctionnement, **le niveau de capacité d'autofinancement brute apparaît presque adéquat.**

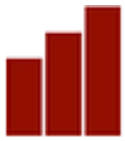


Scénario 3 : hausse des subventions

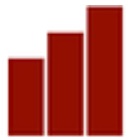
Résultat en section d'investissement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
DEPENSES D'EQUIPEMENT	34 371 948	58 948 100	86 686 700	29 863 400	22 300 000	18 905 000	0
<i>évol n-1 en %</i>		71,5%	47,1%	-65,6%	-25,3%	-15,2%	-100,0%
<i>dont DAMH</i>	9 724 619	12 489 000	15 250 000	23 223 000	20 295 000	16 725 000	0
<i>dont Projet Bassée</i>	22 021 756	46 307 100	57 950 400	4 345 400	0	0	0
<i>dont autres dépenses d'équipement</i>	2 624 850	0	1 875 900	1 795 000	1 405 000	1 480 000	0
<i>dont 204 subvention d'équipement versée (ZEC)</i>	0	140 000	400 000	500 000	600 000	700 000	0
RECETTES D'INVESTISSEMENT	13 080 649	19 590 000	67 961 706	16 547 100	7 325 284	5 969 724	5 862 191
<i>évol n-1 en %</i>		49,8%	246,9%	-75,7%	-55,7%	-18,5%	-1,8%
<i>dont FCTVA</i>	1 868 356	4 500 000	7 735 877	11 376 069	3 919 034	2 926 474	2 480 941
<i>dont subventions</i>	11 212 293	15 090 000	60 225 829	5 171 031	3 406 250	3 043 250	3 381 250
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	1 707 956	1 613 700	2 036 912	2 606 390	2 959 613	3 416 158	3 796 635
<i>dont remboursement capital emprunts en cours</i>	1 707 956	1 613 700	1 432 440	1 530 780	1 539 478	1 581 909	1 564 706
<i>dont remboursement capital nouveaux emprunts</i>	0	0	604 472	1 075 610	1 420 135	1 834 248	2 231 929
EMPRUNT	10 720 580	31 309 581	14 109 598	8 978 106	10 639 943	9 657 355	0
<i>dont mobilisation des prêts</i>	10 720 580	13 309 581	800 000	0	0	0	0
<i>dont nouveaux emprunts</i>	0	18 000 000	13 309 598	8 978 106	10 639 943	9 657 355	0
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-5 007 966	-3 193 538	500 000	0	0	0	0
FONDS DE ROULEMENT	2 888 651	-304 887	195 113	195 113	195 113	195 113	8 963 981
DETTES	25 621 376	54 956 559	67 029 245	73 400 961	81 081 292	87 322 489	83 525 854
EPARGNE BRUTE (en €)	7 270 708	6 468 681	6 902 307	6 944 584	7 294 386	6 694 079	6 703 312
TAUX EPARGNE BRUTE (en%)	35,9%	30,1%	29,1%	28,5%	29,2%	26,6%	26,4%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (en années)	3,5	8,5	9,7	10,6	11,1	13,0	12,5

- Un **besoin de recours à l'emprunt qui reste important** mais un endettement presque soutenable
- La hausse des recettes d'investissement a un **impact relativement limité** pour assurer le maintien d'une bonne santé financière de l'EPTB



Synthèse de la prospective financière



Synthèse de la prospective financière

Etat des lieux

Un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) ambitieux

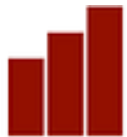
- **277,9 M€ d'investissements sur la période 2020-2027** : une forte progression des investissements par rapport au précédent mandat
- Une probabilité de surcoûts liée au projet Bassée

Un niveau d'épargne brute (CAF) insuffisant au regard du PPI

- Des **dépenses réelles de fonctionnement qui vont progresser** sous l'effet : des besoins de recrutement identifiés, de l'inflation, des frais financiers associés aux nouveaux prêts (dont forte hausse des taux)

Un manque de maîtrise du niveau d'endettement

- *Le poids de la dette s'apprécie au regard du niveau d'épargne brute : ratio de capacité de désendettement (1er seuil d'alerte 12 ans, 2e seuil 15 ans).*
- A contributions constantes, l'encours de dette serait projeté à hauteur de 94,1 M€. **La capacité de désendettement dépasserait le 2e seuil d'alerte de 15 ans en 2026.**
- Le scénario de base est **insatisfaisant et justifie l'étude de scénarios complémentaires.**



Synthèse de la prospective financière

Scénarios alternatifs

Scénario 2 : Hausse des contributions

- L'encours de dette serait projeté à 89,2 M€. **La capacité de désendettement dépasserait le deuxième seuil d'alerte de 15 ans en 2027 mais redescendrait à 14 ans en 2028.**
- La **hausse des contributions est un levier efficace mais encore insuffisant** pour atteindre une maîtrise du niveau d'endettement

Scénario 3 : Hausse des contributions et des subventions

- L'encours de dette serait projeté à 83,5 M€. **La capacité de désendettement dépasserait le premier seuil d'alerte de 12 ans en 2027 et se stabiliserait juste au-dessus des 12 ans en 2028.**
- La **hausse des subventions conjuguée à la hausse des contributions** permet d'atteindre un niveau de capacité d'autofinancement brute presque adéquat.